

SALAIRES, PENSIONS : TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS ET AU RABAIS : C'EST NON !

Alors que la tension monte et que l'inflation ampute un peu plus chaque mois notre pouvoir d'achat, le gouvernement, en dehors de toute réalité, reste figé sur son schéma. Celui de nous faire travailler toujours plus, plutôt que de mettre en place une politique ambitieuse d'évolution de salaires en réindexant les salaires sur l'inflation, afin d'augmenter les rentrées des cotisations. Ainsi, il aurait pu contraindre les entreprises à augmenter les salaires en conditionnant, par exemple, les 200 milliards d'aides publiques qu'elles perçoivent ou en restaurant l'échelle mobile des salaires (indexation de salaires sur l'inflation). Au lieu de ça, il choisit en plus, en toute conscience, de s'attaquer à nos pensions.

Le nouveau rapport du Conseil d'Orientation des Retraites (le COR) a donné l'occasion à Emmanuel Macron de plaider une nouvelle fois l'urgence d'un nouveau recul de l'âge légal d'ouverture de droit à la retraite.

Mais y a-t-il urgence à revoir nos retraites ?

Le COR ne dit absolument pas que notre système de retraite est en danger... d'autant qu'il est même en excédent pour cette année et l'année prochaine ! Selon le COR, la part des dépenses de retraites rapportée au PIB de la France serait stable dans les prochaines années, voire en décroissance à partir de 2035. Donc au-delà de ne pas être urgente, la réforme des retraites n'est même pas nécessaire ! Le COR indique simplement, qu'à long terme, les dépenses du système de retraite ne seraient pas compatibles avec le projet de réduction des dépenses publiques envisagées par le gouvernement. Rappelons à ce propos que le COR ne fait pas de « prévisions », comme on l'entend trop souvent, mais des projections en fonction des politiques menées à un instant T. **En d'autres termes, une politique salariale ambitieuse conduirait naturellement à augmenter les recettes et à rééquilibrer le régime des retraites. Mais les médias, à la solde des ultra-libéraux, préfèrent focaliser sur le déficit transitoire à moyen terme.** Il s'agit donc bien d'un choix politique et d'une position idéologique.

Avec seulement 38 % des plus de 60 ans encore en emploi, c'est bien la baisse des pensions qui est visée par ce gouvernement.

Une tentative déjà avortée de passage en force

Après son raté de l'hiver 2019-2020, le chef de l'Etat espérait profiter de l'examen du projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS) cet automne pour contraindre l'Assemblée nationale à valider sa réforme des

Au-delà de ne pas être urgente, la réforme des retraites n'est même pas nécessaire !



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir

72% de français sont opposés à un recul de l'âge de départ en retraite

retraites. Devant les oppositions venant de son propre camp, Macron semble avoir finalement renoncé à cette tactique politique malsaine consistant à passer en force cette réforme impopulaire, qui aurait imposé un recul de l'âge légal de départ de 62 ans à 64 ou 65 ans, et aurait allongé la durée de cotisation pour prétendre à une pension à taux plein. **Malgré tout, il maintient sa volonté de faire cette réforme**, au mépris des 72% de français opposés à un recul de l'âge de départ (selon le sondage réalisé par Odoxa-Backbone Consulting pour Le Figaro, peu suspect de sympathie pour la CGT !).

Augmenter les salaires mais pas l'âge de la retraite

Les salariés n'ont jamais été aussi qualifiés et diplômés. Pourtant la part des salaires dans la valeur ajoutée (c'est-à-dire la richesse produite) ne cesse de chuter, une preuve de plus que ce sont les actionnaires qui captent de plus en plus la richesse créée. Une des conséquences est que **les cadres et les agents de maîtrise sont de plus en plus nombreux à être déclassés**, à avoir des rémunérations de plus en plus proches du SMIC. Les dividendes versés atteignent eux, des niveaux records ! La France est, derrière le Royaume-Uni le pays où les dividendes sont les plus élevés ! Il est donc temps d'augmenter l'ensemble des salaires ! **C'est le meilleur moyen pour reconnaître, enfin, le travail des salariés, amortir les effets de l'inflation, et financer les retraites !**

Une retraite à 60 ans avec 75% du dernier salaire : c'est possible !

Depuis longtemps la CGT fait des propositions pour mieux financer la retraite, comme :

- ▶ Instaurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes,
- ▶ Taxer les revenus financiers des entreprises,
- ▶ Rééquilibrer les contributions en augmentant la part « patronale » des cotisations,
- ▶ Supprimer les exonérations de cotisations à l'aveugle.

Il est donc essentiel que les salariés comme lors de l'hiver 2019-2020, s'expriment à nouveau pour mettre une nouvelle fois cette réforme idéologique en échec.

Travailler plus longtemps, c'est NON !

Le 29 septembre, soyons tous unis dans l'action pour gagner l'augmentation de nos salaires, pas celle de notre âge de départ en retraite !



ufictfnme.fr



facebook.com/UfictCgtFnme/



Ingénieurs, Cadres, Techniciens
IMPLIQUÉS, CONCERNÉS, TOUS ENGAGÉS